

Rappel des faits

Plus d'inspecteurs alimentaires

- Des rapports médiatiques et syndicaux récents ont révélé qu'il y a actuellement très peu d'inspecteurs alimentaires et qu'il est souvent impossible pour des derniers de se rendre sur le terrain autant de fois qu'ils le devraient.
- Pour résoudre ce problème, un nouveau gouvernement libéral embauchera 100 inspecteurs supplémentaires. Ils seront chargés de veiller à la salubrité de nos aliments avant la mise en vente.
- L'Agence canadienne d'inspection des aliments employait environ 1200 inspecteurs en 2007. Les nouveaux fonds libéraux permettront d'augmenter le nombre d'inspecteurs de huit pour cent.
- Ce financement représentera une augmentation de près de cinq pour cent du budget fédéral alloué à l'inspection des aliments.
- Cet engagement permettra d'augmenter le nombre d'inspections réalisées sur les aliments canadiens et importés pour que nos aliments soient sûrs.
- En augmentant le nombre d'inspecteurs alimentaires, nous pourrons restaurer la confiance des Canadiens dans les aliments qui arrivent sur leur table.
- Pour assurer l'efficacité à long terme de notre système de sécurité alimentaire, nous ouvrirons une enquête qui étudiera les moyens dont dispose les services compétents pour assurer la sécurité des aliments que nous consommons.

Enquête publique complète

- Le samedi 6 septembre, un jour avant le début de la campagne électorale, le gouvernement de Stephen Harper a annoncé le cadre d'une « enquête indépendante. »
- Une « enquête indépendante » n'est pas une enquête publique complète. Elle ne sera pas menée selon la loi sur les enquêtes publiques et les résultats ne seront pas publiés – ils seront soumis au ministère de l'Agriculture.

- Qui que soient les personnes qui seront chargées de cette enquête superficielle, elles n'auront pas les pouvoirs nécessaires pour mener une enquête approfondie – comme le pouvoir de convoquer des témoins et d'obliger un témoin à témoigner.
- Le mandat annoncé par M. Harper n'inclut même pas un examen du rôle du gouvernement conservateur dans la gestion de la crise.